



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CREA

215 avenue de la roche Parnale
74130 Bonneville

Références : 20240607-RAP-CREA-InspReactiveIncendie
Code AIOT : 0010800517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement CREA implanté 182, avenue de la roche Parnale 74130 Bonneville. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CREA
- 182, avenue de la roche Parnale 74130 Bonneville
- Code AIOT : 0010800517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CREA, emploie 55 personnes. Elle est spécialisée dans la fabrication et le négoce de produits du type anti-nuisibles (radicaux et répulsifs animaux) et de produits pour l'utilisation et l'entretien des cheminées et barbecues (carrés et torsades allume-feu pour barbecues / cheminées, poudres et bûches de ramonage, bûches de chauffage, nettoyant vitres de cheminées). Ses clients sont la grande distribution généraliste ou spécialiste (Leclerc, Bricomarché, Gamm Vert, Truffaut,...).

CREA exploite trois sites distincts et distants de quelques centaines de mètres les uns des autres,

dénommés « CREA 1 », « CREA 2 » et « CREA 3 ».

Le site « CREA 1 » comprend l'essentiel des bureaux (direction, hygiène et sécurité, achats, recherche et développement). Il est aussi dédié à la fabrication des produits liquides (gel et liquide allume-feu pour les cheminées et les barbecues, nettoyant vitres pour cheminées, répulsifs animaux) et au stockage d'une partie des produits finis de la société CREA.

Le site « CREA 3 » est principalement destiné au stockage des produits de négoce et autres produits fabriqués. Il comprend aussi le reste des bureaux (comptabilité, administration des ventes).

Les activités exercées dans ces deux entités ne relèvent pas de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Enfin, le site « CREA 2 » (182, avenue de la Roche Parnale), est dédié à la fabrication de produits solides (carrés allume-feu « marrons » et torsades allume-feu pour barbecues et cheminées, poudres et bûches de ramonage, bûches de chauffage, répulsifs animaux, poudre anti-fourmis...). Il est aussi utilisé pour le stockage (activité de négoce) de carrés allume-feu "blancs" pour barbecues/cheminées et d'aérosols de produits répulsifs animaux. Cette entité, comprenant aussi le service maintenance et travaux neufs, s'étend sur une surface totale d'environ 4401m², dont 1427 m² de bâtiments (1 bâtiment accueillant les activités de production et 1 bâtiment de stockage de 717 m²) ainsi que 587 m² d'alvéoles de stockage couvertes.

L'établissement « CREA 2 » met en œuvre trois process de fabrication :

- Une ligne de fabrication des bûches de ramonage et de chauffage à base de sciures de bois et de produits chimiques. Elle met notamment en œuvre différents équipements (tambour-sécheur muni d'un brûleur à gaz naturel, broyeur, mélangeur, élévateur, presse, scie, installation de conditionnement du produit fini).
- Une ligne de fabrication des mélanges poudres et granulés à base de produits chimiques (produits répulsifs et poudres de ramonage) utilisant des équipements tels qu'un mélangeur, un poste de déconditionnement des sacs de matières premières et des postes de conditionnement du produit fini en sachets ou en pots.
- Une ligne de fabrication des carrés allume-feu « marrons » à base de plaques de sciures de bois compressées comprenant notamment une installation de découpe des plaques en carrés, une installation d'imprégnation des carrés dans de l'huile végétale liquide et un poste de conditionnement du produit fini. Une autre ligne fabrique des torsades allume-feu à base de corde de bois qui sont également imprégnées dans de l'huile végétale liquide.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2014304-0014 du 31 octobre 2014.

Suite à un projet de modifications des modalités de stockage d'une huile végétale (acide stéarique), de l'évolution des activités exercées dans l'établissement « CREA 2 » et de la modification de la nomenclature des installations classées apportée par le décret n° 2014-285 du 03 mars 2014 (création des rubriques "4000" notamment), le tableau de classement des installations a fait l'objet d'une mise à jour qui a été confirmée à l'exploitant par un courrier du préfet en date du 07 avril 2021.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant explique avoir pris contact avec la médecine du travail pour essayer de proposer une solution de suivi psychologique d'urgence pour le personnel de l'usine. La médecine du travail n'a pas répondu positivement à la sollicitation.

Il a été discuté en séance l'éventualité de solliciter un(e) psychologue du secteur privé et de se rapprocher de l'assurance pour une prise en charge.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque accidentel	Arrêté Préfectoral du 31/10/2014, article 5.11	Sans objet
2	Risque accidentel - confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2014, article 6.1.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions contrôlées dans le sens où les échéances de celles-ci ne sont pas atteintes. En revanche, il devra transmettre un rapport d'accident à l'inspection des installations classées, au plus tard le 20 juin 2024. Ce rapport précisera l'accident lui-même, ainsi que les mesures prises pendant et après celui-ci (le détail du contenu attendu est précisé dans les fiches de constat ci-après).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2014, article 5.11
Thème(s) : Risques accidentels, Accident - incident
Prescription contrôlée : 5.11 - <u>Accident - incident</u> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement. Sont à signaler notamment en application de ces dispositions : <ul style="list-style-type: none">- tout déversement accidentel de liquides polluants,- tout incendie ou explosion,- toute émission anormale de fumée ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc ..., de nature à faire soupçonner un dysfonctionnement important ou à caractère continu des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions du présent arrêté ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire dans les meilleurs délais la déclaration à l'inspection des installations classées. Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L511-1 du Code de l'environnement.
Constats : Le 5 juin 2024 à 16h15, une cuve contenant environ 200 kg d'un mélange soufre, de nitrate de potassium et de sciure, et munie d'un mélangeur, explose à cause d'une étincelle au niveau de ce mélangeur. Ces équipements sont situés dans le bâtiment CREA 2 d'environ 800 m ² . Cette explosion dégage des fumées soufrées blessant légèrement deux employés (blastées et ayant inhalé des fumées soufrées). L'explosion engendre un incendie rapidement maîtrisé puis éteint (environ à 17h30) par les équipes de secours (SDIS 74), nécessitant un faible volume d'eau (volume

d'eau estimé par le SDIS à 50 m³). Une partie de ce volume d'eau a été utilisé, feu éteint, pour abaisser la température d'une cuve de 30 m³ jouxtant le bâtiment CREA 2 et contenant de l'acide stéarique.

La vanne d'isolement pour créer la rétention des eaux d'extinction sur le site et les diriger vers le bassin de rétention a été manœuvrée par un spécialiste sapeur-pompier de l'équipe spécialisée en risques technologiques environ 30 minutes après le début du sinistre.

L'exploitant a précisé que la visite d'un bureau d'études était prévu en semaine 24, et qu'il sera chargé de la rédaction du rapport d'accident.

=> **Demande N°1**

Lors de l'inspection il n'a pas pu être précisé si l'équipement incriminé était inclus dans une zone d'atmosphère explosive «ATEX», ou s'il aurait dû l'être.

=> **Demande N°2**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande N°1 :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard le 20 juin 2024 un rapport d'accident contenant a minima les informations suivantes :

- 1- les circonstances, les causes et le déroulé chronologique de l'accident ;
- 2- les effets sur les personnes et l'environnement (estimation du volume d'eau rejeté au milieu, état des stocks de produits dangereux dans le bâtiment incendié, estimation des caractéristiques et quantité de fumées rejetées, etc...) ;
- 3- les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement de l'événement.

Demande N°2 :

L'exploitant précise, dans le rapport d'accident défini en demande N°1, si l'équipement à l'origine de l'accident était inclus dans une zone ATEX.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque accidentel - confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2014, article 6.1.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

6.1.6.4 Confinement des eaux d'extinction incendie

L'établissement sera aménagé de façon à pouvoir collecter les eaux polluées lors d'un incendie puis de les diriger vers un dispositif de confinement étanche dont la capacité sera de 218 m³.

Les éventuels organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif de confinement devront pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils seront utilisables par les services d'incendie et de secours en cas d'intervention selon une procédure que l'exploitant aura préalablement établie et dont un exemplaire sera transmis aux services d'incendie et de secours. Ils seront maintenus en état de marche et signalés. Leur entretien préventif sera défini par une consigne.

Les eaux collectées dans le dispositif de confinement seront éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées suivant les principes imposés à l'article 6.1.4.1 traitant du rejet des eaux pluviales.

6.1.4.1.2-Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables sera susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances pouvant porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ou superficielles, par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux devront être collectées et seront ensuite dirigées vers une (ou des) installation(s) de traitement approprié avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle de Motte-Longue.

Elles devront respecter les valeurs limites suivantes en moyenne quotidienne et sans dilution, avant rejet :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l,
- DCO inférieure à 300 mg/l,
- hydrocarbures totaux inférieurs à 5 mg/l,

Aucune valeur instantanée ne devra dépasser le double des valeurs limites en concentration susmentionnées.

Le dimensionnement des ouvrages de traitement mis en place devra être adapté à la superficie raccordée. Le bon fonctionnement de ces ouvrages devra être contrôlé régulièrement. Ceux-ci devront être entretenus et curés en tant que de besoin.

6.1.2 Collecte des effluents liquides

[...]

Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques, les points de branchement, les points de rejet, devra être établi, régulièrement tenu à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ce document sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a précisé avoir fait évacuer en déchets les eaux d'extinction confinées dans la rétention extérieure, par un prestataire spécialisé.

=> **Demande N°3.**

La consigne d'entretien préventif du dispositif de confinement des eaux d'extinctions incendie (2 vannes) est incluse dans le mode opératoire INS HSE « Mode opératoire en cas d'incendie CREA 2 » déjà transmise par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 20 mai 2021. Ce mode opératoire n'a pas été modifié depuis et est donc en vigueur.

Il est cependant jugé que celui-ci pourrait être modifié pour indiquer plus clairement la nécessité de fermer les vannes d'isolement par le premier intervenant sur site (vraisemblablement le personnel de l'établissement).

Également il a été discuté avec l'exploitant la possibilité d'automatiser la fermeture de ces vannes d'isolement.

=> **Demande N°4.**

La consigne d'entretien préventif des dispositifs de confinement a également été vérifiée lors de la visite d'inspection de 2021. Depuis, l'exploitant a informatisé le suivi de ces entretiens et a justifié d'un suivi trimestriel effectué sur la période 2023-2024 (par extraction de sa base de données).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande N°3:

L'exploitant précise et justifie (par exemple à l'aide de bordereau de suivi de déchets) dans le rapport d'accident mentionné en demande N°1 le volume évacué et la filière d'élimination des

eaux d'incendie pompée depuis la rétention extérieure.

Il précise également dans le même rapport le volume des eaux pompées dans l'enceinte du bâtiment et encore stockées sur site (en cuves IBC), et la filière prévue d'élimination.

L'exploitant transmet, lors de la transmission du rapport susmentionné, un plan des installations faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques, les points de branchement, les points de rejet.

Le rapport comprend également une estimation du volume d'eau d'extinction n'ayant pas fait l'objet d'un confinement sur site, dans l'attente de la manipulation de la vanne d'isolement, ainsi que l'appréciation de l'impact éventuel sur le milieu.

Demande N°4:

L'exploitant précise dans le rapport d'accident s'il envisage, en tant que mesure envisagée pour éviter le renouvellement de l'événement, d'automatiser le système de fermeture des 2 vannes d'isolement.

Dans tous les cas, l'exploitant mettra à jour son mode opératoire concernant la fermeture de ces vannes d'isolement afin d'indiquer clairement que c'est une action réflexe, à réaliser avant l'utilisation des lances incendie par les services de secours (le formalisme des modes opératoires reste à la discrétion de l'exploitant).

Également, la fiche réflexe de l'établissement conservée par le SDIS pourrait être mise à jour en concertation avec le SDIS et l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite